

“Les Wallons ne sont plus RESPECTÉS DANS CE PAYS”

▶ Olivier Maingain et Défi se lancent à l'assaut de la Wallonie, avec ambition. Plusieurs ralliements de taille ont déjà été enregistrés

Selon les derniers sondages, votre parti atteint 6,5 % des intentions de vote en Wallonie.

Vous avez par ailleurs réalisé quelques belles prises avec Pierre-Yves Dupuis à Namur ou Renaud Duquesne à Marche. Il y en aura d'autres ?

“Oui, je confirme qu'il y a encore des personnes susceptibles de nous rejoindre. Au niveau local et peut-être aussi des plus emblématiques. Mais soyons clairs : je ne cherche pas à débaucher des parlementaires en place. Ma démarche, c'est plutôt qu'il y a un certain nombre de personnalités qui se sont détachées de leur parti et considèrent que notre parti est susceptible de faire passer leur message. Ce sont celles-là qui me contactent. Mais je le dis tout de suite : nous n'acceptons pas de personnes en rupture pour des raisons suspectes. Ou qui voudraient simplement surfer sur une vague porteuse pour obtenir un mandat.”

On dit que des mandataires CDH sont venus vous voir ?

“Je ne répondrai pas, par respect pour la confidentialité.”

Pourquoi les Wallons devraient-ils voter pour Défi, plutôt que pour le CDH ?

“Nous ne sommes pas un parti de pilier. Le CDH est redevenu un parti très lié à une tendance très conservatrice du monde chrétien. Il est racrapoté sur son pilier d'origine. Cela fait sa faiblesse.”

Votre objectif, c'est de les dé-

passer aux élections ?

“Nous devons rester modestes. Je ne sous-estime jamais la loi de la pesanteur politique. Notre concurrent n'est pas seulement le CDH, ce sont tous les autres partis qui se partagent le pouvoir et entretiennent un système qui leur est bénéfique.”

Vous visez les 10 % ?

“Bien entendu. Il faut avoir cette ambition.”

Quel score précisément ?

“Jusqu'à il y a peu, il fallait dépasser le seuil psychologique des 5 %, seuil d'éligibilité et d'existence. Notre ambition en Wallonie, c'est d'être dans une fourchette entre 8 et 12 %.”

Les Wallons sont assez peu sensibles au dossier communautaire. Une faiblesse pour Défi ?

“Notre parti est généraliste, avec des positions sur tous les sujets d'actualité. C'est peut-être ce qui fait notre succès. Ceci dit, je constate que tout un courant de l'opinion publique wallonne est révolté et même assez hostile à l'influence grandissante de la N-VA qui gère ce pays de manière quasi monopolistique. Dans le tréfonds de la sensibilité wallonne, il y a ce sentiment que les Wallons ne sont plus entendus, ne sont plus respectés dans l'État belge. Cela choque beaucoup. Cela explique aussi le ralliement de personnalités du MR comme Renaud Duquesne.”

Pourquoi ?

“Car cette attitude vis-à-vis de la N-VA ne correspond pas à l'histoire de la tradition libérale en Wallonie. Des personnalités comme Jean Gol avaient tout de même une autre

ambition que la soumission à la N-VA. Aujourd'hui, il ne faut plus faire reconnaître la Wallonie, comme avec le rassemblement wallon, mais la faire respecter.”

Theo Francken est pourtant l'homme politique flamand préféré des Wallons.

“Il exploite de manière scandaleuse les mauvais sentiments. Une partie de l'opinion publique y est sensible. Mais faire un trophée d'une expulsion, ce n'est pas respecter la dignité humaine.”

Vous êtes un parti de centre ?

“Je ne veux pas occuper de place au centre. Mais plutôt un renouveau politique, un peu comme Macron. Nous sommes une synthèse politique nouvelle qui réconcilie le courant social démocrate et le courant libéral social, fondée sur la liberté d'entreprendre et une solidarité renouvelée. Dans beaucoup de pays européens, il y a une fuite vers les extrêmes. Il est exclu, de notre côté, de gouverner avec la N-VA et le PTB. Notre message en Wallonie, c'est que nous sommes crédibles pour les gens raisonnables, qui ne souhaitent pas aller vers les extrêmes. Et nous n'avons jamais été impliqués dans les scandales.”

Quelles sont vos trois priorités pour la Wallonie ?

“Une gouvernance honnête avec une simplification drastique des institutions. Je donne rendez-vous au gouvernement wallon à la fin de son mandat pour vérifier combien d'intercommunales auront été supprimées. Il faut également redéployer le plan Marshall. Enfin, il faut absolument libérer la croissance des entreprises, pour occuper une place à l'exportation.”

Adrien de Marneffe

Sambreville, Pepinster, Huy : les belles prises wallonnes de Défi

WALLONIE Outre Renaud Duquesne, qui sera candidat à Liège en 2019, et Pierre-Yves Dupuis, tête de liste à Namur aux communales en 2018, d'autres personnalités connues au niveau local ont rejoint l'ex-FDF.

Ainsi, **Philippe Kerbusch** sera tête de liste à Sambreville. Il était pourtant le chef de file du MR, avec le plus haut score aux dernières communales, dans l'une des communes les plus peuplées de la province de Namur. Pour lui aussi, la participation du MR à un gouvernement avec la N-VA a constitué un motif de divorce.

François Kinet sera seconde sur la liste Défi à Namur, derrière Pierre-Yves Dupuis. Elle avait auparavant été échevine de l'État civil dans la capitale wallonne. Elle avait été exclue du groupe MR pour avoir refusé de se plier à la *discipline* de parti.


En clair, elle s'est refusé à voter de la manière que le parti lui indiquait. *"Je pense être restée fidèle à notre programme électoral qui avait promis de ne pas augmenter la taxation et fidèle à la philosophie de mon parti"*, avait-elle expliqué.

Jean-Marie Fafchamps est candidat Défi 2018 à Pepinster. L'ancien chef de file CDH s'était dit dégoûté par la politique mais a finalement été séduit par *"le seul parti du centre qui, comme moi, dénonce les situations anormales et recherche systématiquement l'équité et la transparence tout en étant constructif"*.

Enfin, le **clan Lizin, de Huy**, s'associe à Défi pour 2018. Ainsi, Michel Lizin, mari d'Anne-Marie Lizin, défunte bourgmestre de la cité mosane, s'est associé à Défi.

AdM

"Le PS n'a pas le monopole du cœur"

 Pierre-Yves Dupuis (ex-PS) et ses gros scores électoraux; une belle prise pour Défi

► Le parachutage de Pierre-Yves Dupuis comme tête de liste aux élections communales de 2018 a suscité pas mal de remous au sein du groupe Défi namurois. Reste que son arrivée, couplée à celle de Françoise Kinet, ex-échevine namuroise MR, témoigne de l'ambition du parti d'Olivier Maingain dans la capitale wallonne, et dans le Sud du pays en général.

C'est que ce *médecin des pauvres* dispose à Namur d'un tissu électoral très sérieux, qui

l'a vu culminer à 2.750 voix (second score socialiste) aux dernières communales. Avant de claquer la porte du PS, en 2013.

Outre ses demandes de réintégrer les éléphants du PS namurois (Jean-Louis Close, Bernard Anselme et Jacque Chenoy), Dupuis souhaitait en finir avec une vision par trop pyramidale et centralisée de la politique. Et de son plafond de verre. *"Tout devait passer par Eliane Tillieux. Si un journaliste m'appelait, je devais raccrocher, la prévenir, et lui demander quoi dire. J'ai notamment refusé de signer une*

charte d'allégeance. De plus, je ne pouvais espérer m'adresser à Magnette ou Di Rupo, enfermés dans leur tour d'ivoire entourés

de leurs obligés, sans passer par elle. C'est ce que j'aime chez Défi : avec Olivier Maingain, en revanche, la relation est très directe."

Pierre-Yves Dupuis persiste cependant à se considérer en homme de gauche. *"Je travaille comme médecin social, et avec Solidaris. Mais j'ai compris que le PS n'avait pas le monopole du cœur. Ce qui m'a séduit chez Défi, c'est leur éthique, la bonne gouvernance, la volonté de simplification institutionnelle. Leur libéralisme social me plaît, aussi. J'avais tapis rouge au MR ou au CDH. Mais je conserve tout de même un idéal politique."*

AdM

"JE SERAI SUR LES LISTES À LIÈGE"

▶ Renaud Duquesne, ex-MR, annonce son intention de quitter Marche-en-Famenne

▶ De la même manière que Pierre-Yves Dupuis a tout de l'homme de gauche, Renaud Duquesne a tous les attributs du parfait libéral.

Son père a été président du PRL et du MR, il a lui-même été membre du parti de Charles Michel, et il exerce (avec succès) une profession libérale, comme avocat. Tous deux défendent pourtant désormais les mêmes couleurs. Celles de Défi.

Renaud Duquesne nous l'annonce, il sera sur la liste Défi à Liège, pour les élections au fédéral. Et non à Marche-en-Famenne, où il réside.

"Je me présenterai aux élections fédérales dans l'arrondissement

de Liège. Cet enjeu est prioritaire pour moi. Je vais devoir déménager en province de Liège avant 2019, même si rien ne presse", nous assure le célèbre avocat.

Car Marche-en-Famenne, bien qu'à la frontière entre les provinces de Liège et Namur se situe en province de Luxembourg. "En fait, je me suis exporté en province de Luxembourg.

On m'a demandé si cela me dérangeait de me présenter à Liège. J'ai dit non : je suis Liégeois dans l'âme ! Mais je suis né à Liège, à l'hôpital Sainte-Rosalie. J'aime les boulets, le Standard ! D'ailleurs, j'ai encore l'accent."

Liège verra donc l'arrivée d'un poids lourd sur une liste qui en manquait. Mais seule-

ment pour 2019, en vue des législatives. "Je ne me présenterai pas aux communales à Marche, car je ne veux pas participer au combat des chefs entre Willy Borsus (MR), René Collin (CDH) et André Bouchat (MR). Je veux me concentrer sur le fédéral et ne pas me disperser."

DUQUESNE RAPPELLE que c'est l'alliance avec la N-VA qui l'a poussé à quitter le MR. "Au début, je pensais qu'ils (le MR) pourraient résister. Mais là, je constate qu'ils baissent leur pantalon", reprend-il.

"Les gouvernants actuels gouvernent avec une calculatrice. Il faut remettre de l'âme et faire passer un message. Notre but doit être de rendre les gens plus heureux. J'aime cela chez Olivier Maingain : il a une colonne vertébrale, une vision politique à long terme."

AdM

COMMENTAIRE

"Un concurrent POUR LE CDH"

Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL, décrypte l'offensive de Défi en Wallonie.

"Depuis un certain temps, ce parti se rend compte que rester à Bruxelles est un pari risqué", analyse-t-il. "Surtout s'ils veulent une stature nationale. Je pense que c'est la raison pour laquelle Olivier Maingain déploie ses efforts en Wallonie."

Pour le politologue, il est très prématuré de prédire un

effondrement du CDH.

"Sur le programme centriste, Défi constitue certainement un concurrent pour eux. Le CDH risque d'être marginalisé. Mais ce n'est pas parce qu'ils se présentent en Wallonie qu'ils visent forcément cette partie du fromage. Il n'est pas dit que les électeurs du CDH vont se reporter sur Défi. On préjuge peut-être un peu vite du déclin de ce parti." Pierre Vercauteren insiste sur l'implantation locale dont bénéficie le parti de Benoît Lutgen, dans le Sud du pays. "Historiquement, le

PSC (ancêtre du CDH) est très implanté au niveau rural, alors que Défi (ex-FDF) est le parti d'une ville, Bruxelles. Défi est par nature un parti centriste, même s'il est marqué par un fort enjeu communautaire. Mais la question est celle-ci: que peuvent-ils apporter au marché politique wallon? Ils doivent avoir un positionnement plus spécifique à ce sujet."

ADRIEN DE MARNEFFE